

REVUES DE PRESSE  
JANVIER 2019

# Revue de presse 1-15 janvier 2019

## Table des matières

Afrique .....	2
Algérie.....	2
Kenya .....	3
Maroc .....	3
Niger.....	3
Amériques .....	3
Canada.....	3
États-Unis .....	4
Europe .....	4
Bosnie.....	4
Espagne .....	4
France.....	5
Grande-Bretagne .....	6
Grèce .....	6
Italie.....	6
Slovénie.....	7

## Afrique

- Nofi, 08/01 [Bientôt un passeport unique pour tous les Africains](#) \*
- Moussa Faki Mahamat, président de la Commission Africaine depuis janvier 2019, a annoncé que cette dernière présentera les lignes directrices sur la production et la délivrance d'un passeport unique pour le continent africain lors du 32<sup>e</sup> Sommet de l'UA en février à Addis Abeba. Est-ce à dire que désormais les ressortissants africains pourront traverser les frontières du continent librement s'ils sont munis de ce passeport ? Rien n'est moins sûr...
- The Guardian, 09/01 [Refugees at high risk of kidnapping in Horn of Africa, research reveals](#) [EN]
- Plus de 15% des personnes voyageant sur les routes migratoires de la Corne de l'Afrique en 2018 ont été enlevées et rançonnées, selon des chercheurs du Mixed Migration Centre.

## Algérie

- Reuters, 03/01 [U.N. says Algerian security move has stranded vulnerable Syrians in desert](#) [EN]
- ONU Info, 03/01 [Le HCR réclame un accès à un groupe de réfugiés bloqué à la frontière entre l'Algérie et le Niger](#) \*
- Un groupe de 120 migrants syriens, palestiniens et yéménites a été détenu au camp de Tamanrasset dans le sud de l'Algérie, puis refoulé vers une zone proche du poste-frontière d'In Guezzam, le 26 décembre. Depuis, 20 personnes sont bloquées dans le désert, et une centaine sont portées disparues.

## Kenya

- The Guardian, 9/01 [Despair endangers Dadaab refugees as smugglers seize their moment](#) [EN]
- La chute drastique du nombre de réfugié·e·s réinstallé·e·s aux États-Unis depuis les camps africains, notamment depuis ceux de Dadaab depuis 2017, ainsi que l'annonce de leur fermeture imminente en mai 2016, a poussé sur les routes migratoires de nombreux réfugié·e·s.

## Maroc

- El País, 03/01 [Marruecos pide a España apoyo a sus estudiantes a cambio de reforzar el control migratorio](#) [ES]
- El País, 03/01 [Campaña contra los bulos de la “inmigración gratis”](#) [ES]
- En échange de contrôles renforcés à ses frontières, le Maroc a demandé à l'Espagne de favoriser des programmes de formation dans le tourisme, l'hôtellerie et la santé, avec des possibilités d'échange universitaire pour les étudiants marocains de troisième cycle, et de financer une campagne pour décourager les départs et dénoncer les mythes migratoires, y compris sur les réseaux sociaux.

## Niger

- Le Monde, 05/01 [Au Niger, la France donne l'asile à des migrants rescapés des geôles libyennes](#) \*
- L'OFPRA (l'Office français de protection des réfugiés et apatrides) a effectué sa sixième mission - en un an - d'examen de 200 demandes d'asile au Niger début décembre. Emmanuel Macron avait annoncé le 9 octobre 2017 que la France allait accueillir 10 000 réfugiés d'ici à octobre 2019, dans le cadre des programmes de réinstallation, dont 3 000 en provenance du Niger et du Tchad. Pour le moment, 2 700 migrants ont été évacués de Libye depuis un an dans 12 pays d'accueil sur les 700 000 migrants présents en Libye selon l'OIM.
- Le Monde, 09/01 [Au Niger, les refoulés d'Algérie racontent la « chasse à l'homme noir »](#) \*
- Article réservé aux abonné·e·s
- En 2018, l'Algérie a expulsé de son territoire plus de 25 000 migrant·e·s subsaharien·ne·s, certain·e·s d'entre eux ayant été abandonné·e·s en plein désert à la frontière avec le Niger.
- BBC News, 11/01 [African migration 'a trickle' thanks to trafficking ban across the Sahara](#) \*
- La loi nigérienne de 2015 relative au « trafic illicite des migrants » ayant de facto mis un frein au transport de personnes dans le Nord du Niger, a fortement réduit l'activité économique des transporteurs traditionnels de la région, alors que ce pays est membre de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), espace régional de libre circulation.

## Amériques

### Canada

- Les Echos, 11/01 [Le Canada prévoit d'accueillir 1 million d'immigrants en 3 ans](#)
- Le Courrier du Soir, 12/01 [Multiculturalisme : le Canada accueillera 1 million de migrants d'ici 2021](#)
- Ahmed Hussen, ministre canadien de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté, a présenté [son rapport annuel au Parlement](#) le vendredi 11 janvier. Il y prévoit l'arrivée au Canada de 330 800 personnes en 2019, 341 000 en 2020 et 350 000 en 2021. L'IRCC, le bureau de l'immigration canadienne, s'est également engagé à verser 5,6 millions de dollars pour soutenir les réinstallations de réfugiés proposées par le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR).

## États-Unis

- The Intercept, 09/01 [There Is a Real Border Crisis. A Wall Would Only Make It Worse](#) [ES]
  - Selon ce média, la “*crise*” de la frontière Sud aux États-Unis est le fruit d’une stratégie délibérée de refus de « *traiter* » les demandes d’asile aux points d’entrée légaux, et de la mise en danger des migrants par la difficulté croissante de traverser la frontière et le refus d’accueil.
- Le Monde, 10/01 [Aux États-Unis, plus de 50 000 migrants arrêtés en décembre, dont un nombre record de familles](#)
  - 50 753 personnes en situation administrative irrégulière ont été interpellées aux frontières (toutes confondues) des États-Unis en décembre 2018, un chiffre comparable aux mois d’octobre et novembre 2018. Ces interpellations s’élevaient à environ 13 000 en moyenne chaque mois en 2017. Les familles représentaient 27 000 d’entre elles, contre 13 000 en moyenne chaque mois en 2017.

## Europe

- Le Monde, 03/01 [Plus de 2 260 migrants morts en Méditerranée en 2018](#) \*
  - Plus de 2 260 personnes sont décédées en tentant de traverser la Méditerranée en 2018 (contre 3 140 en 2017) selon le HCR. L’Espagne est redevenue l’an dernier la première porte d’entrée maritime en Europe, avec 57 215 arrivées en 2018 (contre 22 103 en 2017). L’Italie, elle, a enregistré 23 371 arrivées (contre 119 369 en 2017).
- Courrier des Balkans, 07/01 [Pour les réfugiés, contre la politique sécuritaire de l’UE : lettre ouverte aux citoyens européens](#)
  - Lettre ouverte de défenseur·euse·s des droits et de citoyen·ne·s originaires des pays de l’ancienne Yougoslavie qui dénoncent entre autres la militarisation des frontières européennes, la violence contre les personnes migrantes et la montée des fascismes en Europe.
- Publico, 08/01 [El año 2018 terminó con más de 4.500 migrantes muertos en su viaje](#) [ES]
  - Au moins 4 592 personnes sont décédées ou portées disparues sur leur parcours migratoire en 2018 (OIM), traduisant une baisse de 25% par rapport aux chiffres de 2017, et de 43% par rapport à ceux de 2016 (la mer Méditerranée reste la zone la plus meurtrière, suivie de la frontière Mexique-États-Unis).
- Le Monde, 09/01 [Les migrants bloqués au large de Malte finalement autorisés à accoster](#)
- Euractiv, 10/01 [Malte profite de l’urgence pour se délester de 220 migrants](#) \*
  - Malte et la Commission européenne ont annoncé l’autorisation de débarquement à La Valette des 49 personnes secourues à bord du Sea-Watch 3 et du Professor-Albrecht-Penck les 22 décembre et 29 décembre 2018. Ils seront répartis dans neuf pays européens, avec les 131 migrant·e·s interceptés par les garde-côtes maltais dans les derniers jours de décembre 2018 ; en France, en Allemagne, au Portugal, en Italie, aux Pays-Bas, en Roumanie et au Luxembourg.

## Bosnie

- Mediapart, 13/01 [En Bosnie, des milliers de réfugiés sont bloqués dans la neige aux frontières de l’Union européenne](#) \*
  - Cet article décrit le harcèlement des migrant·e·s et des aidant·e·s, les poursuites judiciaires et les violences policières tant en Bosnie qu’en Croatie. Il dénonce également les expulsions collectives de migrants de la Croatie vers la Bosnie.

## Espagne

- Les Jours, 02/01 « [En Andalousie, l’enterrement sans fin](#) » Article réservé aux abonné·e·s

- La municipalité de Tarifa assiste, résignée, à l'arrivée de migrant·e·s sur ses côtes et aux morts à ses frontières depuis trente ans.
- Info Migrants, 02/01 « [Plus de 300 migrants secourus au large de la Libye sont arrivés en Espagne](#) »
- 311 migrant·e·s secouru·e·s le 21 décembre au large de la Libye par l'ONG espagnole Proactiva Open Arms sont arrivés dans la baie de Gibraltar, vendredi 28 décembre, après un refus de débarquement de la part de l'Italie et de Malte.
- El País, 07/01 [España expulsa 30 inmigrantes por día desde 2013](#) [ES]
- Selon le Ministère de l'Intérieur, l'Espagne a expulsé 54 963 personnes entre 2013 et 2017 (dont notamment 30 832 Marocains, et 4 479 Algériens, 757 Sénégalais, 608 Nigériens, et 231 Maliens), soit une moyenne de 30 personnes par jour.
- El Diario, 10/01 [Organizaciones sociales alertan de que el pacto PP-Vox provocará que inmigrantes enfermos no vayan al médico en Andalucía](#)
- Le parti d'extrême droite Vox et le Parti populaire espagnol ont présenté une proposition de loi en Andalousie visant à partager les données personnelles de santé des personnes en situation irrégulière avec les autorités policières pour favoriser leur expulsion. – Cela concernerait 0,56% du nombre total d'utilisateurs du système de santé andalou en 2017.
- Reuters, 14/01 [Spanish NGO says rescue boat blocked from operating in Mediterranean](#)
- L'ONG Proactiva Open Arms est bloquée à quai à Barcelone par les autorités maritimes espagnoles et n'est pas autorisée à reprendre les opérations de sauvetage. Elle est accusée « d'avoir violé les accords internationaux stipulant que les 311 migrant·e·s sauvé·e·s le 21 décembre devaient être emmenés dans le port le plus proche disponible », [soit en Libye, pays non sûr, et pas en Espagne comme cela a été le cas], décision dont l'ONG Open Arms a fait appel.

## France

- Mediapart, 01/01 « [Les traversées illégales de la Manche: Castaner se plie aux exigences britanniques](#) »
- Les 300 personnes ayant réussi à traverser la Manche en bateau sur l'année 2018 représentent 0,05 % des entrées au Royaume-Uni et 2% des entrées irrégulières, sur la base des chiffres 2017. Pourtant, un « plan d'action renforcé » a été mis en place, avec sur les côtes françaises une augmentation des patrouilles de surveillance, d'actions visant à démanteler les « gangs de trafiquants », des campagnes de sensibilisation aux dangers de la traversée de la Manche, et la surveillance des plages et ports par des drones et des hélicoptères.
- France Inter, 02/02 [Le maire de Grande-Synthe rouvre un gymnase municipal pour accueillir les migrants](#)
- La ville de Grande-Synthe, dont le maire est connu pour sa volonté politique d'accueil des exilé·e·s, a ouvert pour la deuxième année consécutive un gymnase municipal pour accueillir des migrant·e·s pendant l'hiver. 170-180 personnes s'y trouvent actuellement, pour une capacité de 200 personnes.
- Info Migrants, 03/01 [En 2019, l'Ofii pourra proposer en centres de rétention l'aide au retour volontaire](#)
- La France a prévu 3000 retours « volontaires » pour l'année 2019. Une mesure introduite dans le cadre de la loi asile et immigration (votée en septembre 2018) permet à l'Office français de

l'immigration et de l'intégration (OFII) de proposer « *l'aide au retour volontaire* » en centres de rétention administrative (CRA) aux personnes déboutées de l'asile et en instance d'expulsion.

- Info Migrants, 08/01 [Les migrants peuvent désormais être contrôlés aux abords des ports français](#)
- Un arrêté publié le 28 décembre 2018 permet désormais aux gendarmes, douaniers et policiers d'effectuer des contrôles d'identité *aléatoires* autour des ports de Dunkerque et Calais (dans un rayon de 10 km) ; et autour des ports de Caen-Ouistreham, Cherbourg, Dieppe, Le Havre, Marseille, Nice, Roscoff, Saint-Malo, Sète et Toulon (dans un rayon de 5 km). L'arrêté permet également le contrôle sur plusieurs portions autoroutières proches des ports cités.
  
- Info Migrants, 10/10 [France : une centaine de migrants en grève de la faim dans deux centres de rétention](#)
- Politis, 15/01 [Centres de rétention : grève de la faim et soif de justice](#) \*
- Une quarantaine de personnes détenues au centre de rétention de Vincennes (depuis le 3 janvier), et 70 personnes du centre de rétention du Mesnil-Amelot (depuis le 8 janvier), rejointes par des migrants des centres d'Oissel et de Sète, observent une grève de la faim pour dénoncer leurs conditions de rétention (dont la durée de l'enfermement passée à 90 jours depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019), les violences policières subies et le manque d'accès aux soins.

## Grande-Bretagne

- The Guardian, 03/01 [The Channel migrant 'crisis' is really a tale of British hypocrisy](#) [EN]
- Info Migrants, 04/01 [La Royal Navy dépêche un navire dans La Manche pour contrer les migrants](#)
- Le ministre britannique de la Défense, Gavin Williamson, a annoncé qu'un navire de patrouille de la Royal Navy assisterait la police aux frontières française dans le cadre du "plan d'action renforcé" pour intercepter les migrants lors de la traversée de la Manche.

## Grèce

- The Guardian, 09/01 [Oxfam condemns EU over 'inhumane' Lesbos refugee camp](#) [EN]
- Mediapart, 10/01 [En Grèce, des conditions d'accueil toujours inhumaines pour les réfugiés](#)
- Oxfam a publié le 9 janvier un rapport sur le nombre croissant de personnes vulnérables coincées et livrées à elles-mêmes dans le hotspot de Moria, sur l'île de Lesbos en Grèce.

## Italie

- Info Migrants, 10/01 [Plus de 50 migrants, dont des enfants et un bébé, échouent sur une plage italienne en Calabre](#)
- 51 migrants kurdes ont débarqué sur une plage de Torre Melissa dans la région de Crotona en Calabre jeudi 10 janvier, et ont été transférés vers le centre d'accueil Sant'Anna pour y être « *identifiés* ».
  
- Le Temps, 09/01 [«Qu'on me donne un juge! J'en cherche un désespérément»](#) \*
- Le maire de Palerme Leoluca Orlando a déclaré que sa municipalité n'appliquera pas la loi italienne sur la sécurité et l'immigration promulguée en décembre 2018. Abolissant la protection humanitaire pour certains migrants et, par conséquent, la possibilité d'obtenir le droit de résidence, un permis de travail, l'accès aux soins ou à l'aide sociale, L.Orlando estime ainsi cette loi contraire à la Constitution italienne. Les maires de Naples et plusieurs autres communes italiennes ont déclaré leur opposition au texte.

## Slovénie

- Courrier des Balkans, 15/01 [Réfugiés en Slovénie : en 2018, plus d'interpellations et plus de demandes d'asile](#) \* Article réservé aux abonné·e·s
- Le nombre de migrant·e·s interpellé·e·s à la frontière italo-slovène a triplé entre 2017 et 2018 : les autorités policières de Trieste relèvent 1494 interpellations en 2018, concernant en majorité des ressortissants afghans et pakistanais.

## Revue de presse 16-31 janvier

### Table des matières

Revue de presse 16-31 janvier.....	1
Afrique .....	1
Ethiopie .....	1
Libye.....	1
Niger.....	2
Soudan.....	2
Tunisie.....	2
Amériques .....	2
États-Unis .....	2
Europe .....	2
Allemagne .....	3
Espagne .....	3
Grèce .....	4
France.....	4
Turquie .....	5
Général .....	5

### Afrique

#### Ethiopie

- Reuters, 17/01 [Ethiopia allows almost 1 million refugees to leave camps and work](#) [EN]
- RFI sur Info Migrants, 21/01 [Ethiopie : près de 900 000 réfugiés vont pouvoir travailler](#)
- L’Ethiopie abrite la seconde communauté d’exilé·e·s la plus importante en Afrique (900 000 personnes, principalement Sud-Soudanais, Somaliens, Erythréens) après l’Ouganda. Le pays a adopté le 17 janvier une loi qui permet aux réfugié·e·s de pouvoir vivre et travailler hors de la vingtaine de camps du pays. Ils/elles sont désormais autorisé·e·s à se déplacer librement dans le pays, à aller à l’école, et peuvent faire appel aux services d’état civil ou aux services bancaires.

#### Libye

- Info Migrants, 23/01 [Près de 500 migrants renvoyés en Libye en 3 jours, HRW dénonce la "complicité" de l’UE](#)
- Irish Times, 16/01 [Rescued at sea, locked up, then sold to smugglers](#) [EN] \*
- Un article qui illustre les conditions dans lesquelles les migrant·e·s intercepté·e·s en mer par les garde-côtes libyens (financés par le « fond fiduciaire européen d’urgence ») sont détenu·e·s en Libye. Soumis à la torture, ils/elles sont pour certains vendus à des réseaux de trafiquants.

- The Guardian, 21/01 [EU support for Libya contributes to 'extreme abuse' of refugees, says study](#)
- [Le nouveau rapport de Human Rights Watch du 21 janvier 2019](#) démontre que les fonds européens en Libye contribuent aux « violences extrêmes » à l'encontre des exilé·e·s, notamment la torture, les violences sexuelles, l'extorsion de fonds, la détention arbitraire et le travail forcé.

## Niger

- Jeune Afrique, 16/01 [Le Niger et l'Italie saluent la chute du flux de migrants africains vers l'Europe](#) \*
- Le nombre de migrant·e·s passant par le Niger ne cesse de diminuer depuis 2016 : environ 100/150 000 personnes en moins par rapport aux années précédentes. Les années 2017 et 2018 ont vu une baisse de 5 000 à 10 000 migrant·e·s selon le gouvernement nigérien. Cette réduction est relative, les personnes empruntant d'autres routes migratoires, mais répond de façon zélée aux exigences européennes en échange de contreparties, notamment financières.

## Soudan

- Le Monde, 16/01 [Le Soudan, une des principales sources des migrations illégales d'Afrique](#)
- Au Soudan et particulièrement dans les régions du Darfour, du Kordofan du Sud et du Nil Bleu, la poursuite des conflits et le manque de démocratie ont largement contribué à l'augmentation du nombre de Soudanais fuyant ces régions en quête d'un pays sûr. Les fonds européens versés au Soudan pour renforcer le contrôle aux frontières du pays maintiennent en place le régime dictatorial d'Omar El Béchir (poursuivi par la Cour Pénale Internationale), directement responsable de la dégradation des conditions de vie au Soudan.

## Tunisie

- El Watan, 28/01 [Une session sur les migrations prévue à Tunis](#)
- Après une session à Barcelone, à Palerme et à Paris, la quatrième session du Tribunal Permanent des Peuples aura lieu en septembre 2019 à Tunis. Elle devra traiter de la responsabilité des États maghrébins en matière de politiques migratoires, de violations des droits des migrant·e·s dans l'espace maghrébin, des conséquences des politiques migratoires de l'Union européenne et des instances internationales, et enfin des limites du droit international en matière de migrations.

## Amériques

### États-Unis

- The Intercept, 17/01 [As trial starts for border humanitarian volunteers, new documents reveal federal bureaucrat's obsession with stopping activists](#)
- Acharnement judiciaire contre les aidant·e·s et personnes solidaires en Arizona, où neuf membres du groupe 'No more Deaths' ont récemment été reconnus coupables d'aide à l'immigration irrégulière pour avoir laissé des bidons d'eau dans le désert à disposition des migrant·e·s traversant la frontière.

## Europe

- Mediapart, 20/01 [Migrants : encore 170 disparus en Méditerranée](#)
- News Deeply, 18/01 [How a Visa for Asylum Seekers Could Grant Safe Passage to Europe](#)
- Le Parlement européen souhaiterait présenter un projet législatif concernant les visas humanitaires pour demandeurs d'asile avant fin mars 2019. Il s'agirait d'harmoniser les systèmes nationaux d'accueil et de visas pour les demandeurs d'asile. Le sujet n'est pas nouveau (la Commission européenne avait financé en 2002 une étude sur le sujet), mais la Cour européenne de justice avait établi en 2017 que les États européens n'étaient pas tenus de délivrer de visa humanitaire aux demandeurs d'asile qui en faisait la demande à leur ambassade.

- El Diario Publico, 20/01 [El Sea Watch sigue sin respuesta sobre dónde desembarcar a sus 47 migrantes](#) [ES]
- Info Migrants, 23/01 [Navire Sea-Watch bloqué en Méditerranée : "La mer est agitée et certains migrants sont malades" \\*](#)
- Le Monde, 29/01 [Migrants du « Sea-Watch 3 » : l'Italie dit avoir « trouvé une solution commune » avec des « pays amis » \\*](#)
- La Sicilia, 30/01 [La Sea Watch in navigazione verso Catania per lo sbarco dei migranti \\*](#)
- Le navire de sauvetage de l'ONG allemande Sea Watch a secouru 47 personnes au large des côtes libyennes le 19 janvier dernier. Après 10 jours d'attente en mer, il a finalement débarqué à Catane, où les mineurs présents à bord ont été dirigés vers un centre d'accueil. Les adultes ont été transférés au *hotspot* de Messine pour être identifiés, puis répartis entre la France, le Portugal, l'Allemagne, Malte, le Luxembourg et la Roumanie pour y être relocalisés.
- Reuters, 22/01 [U.N. rebukes Europe for failing to allow rescued migrants to land](#)  
En janvier, au moins 203 personnes se sont noyées en mer Méditerranée selon l'OIM. Par ailleurs, les renvois en Libye continuent malgré les conditions de vie terribles - pourtant documentées - des migrant·e·s en centres de détention libyens : un cargo battant pavillon sierraléonais, le Lady Sham, a ainsi débarqué 144 migrant·e·s en Libye le 21 janvier dernier, après les avoir pris à son bord au large des côtes libyennes.

## Allemagne

- El País, 23/01 [Alemania registra una caída continuada de solicitudes de asilo](#) [ES]
- Les demandes d'asile en Allemagne ont diminué de 16,5% en 2018 par rapport à l'année 2017, selon les chiffres du ministère de l'Intérieur.
- DW, 23/01 [Germany pulls out of Mediterranean migrant mission Sophia \\*](#)
- Eu observer, 24/01 [EU: Italy's choice to end or continue Operation Sophia \\*](#)
- L'Allemagne suspend sa participation à l'opération Sophia, la mission navale européenne de lutte contre les réseaux de passeurs en Méditerranée, suite au refus italien d'ouvrir ses ports aux bateaux d'ONG de sauvetage.

## Espagne

- El País, 18/01 [España niega el permiso para zarpar a otro barco de rescate de migrantes](#) [ES]
- El Diario Desalambre, 19/01 [El Gobierno convierte el bloqueo del Open Arms en un criterio general y retiene a otro barco de rescate de migrantes](#) [ES]
- Tout comme pour l'Open Arms, le gouvernement espagnol empêche l'Aita Mari, un ancien bateau de pêche basque transformé en bateau de sauvetage par l'ONG Salvado Marítimo Humanitario (SMH), de quitter le port de Barcelone pour une mission d'observation et de sauvetage. Ce refus, officiellement pour des raisons administratives, est la conséquence d'une volonté politique à l'échelle européenne d'empêcher les secours privés d'intervenir en mer au profit des migrant.e.s.
- Yabiladi, 19/01 [Les barbelés de clôtures, abandonnés par l'Espagne mais maintenus par le Maroc ? \\*](#)
- L'Espagne a annoncé retirer les barbelés des clôtures de Ceuta et Melilla ... qui seront désormais installés de l'autre côté de la frontière, par le Maroc.

- El Diario, 30/01 [Los aviones de Salvamento Marítimo llevan más de cinco meses sin el radar de búsqueda para rescatar pateras](#) \* [ES]
- Cela fait plus de cinq mois (depuis août 2018) que les avions de sauvetage maritime espagnols patrouillent sans radar de recherche, les embarcations en détresse se détectant depuis à l'œil nu. « *Un radar de recherche permet de détecter des bateaux distants de plus de 20 à 30 milles, tandis que la portée visuelle ne permet pas de voir au-delà de deux milles* ». Or, en 2018, le nombre de décès a quadruplé par rapport à 2017 : entre 769 (selon l'OIM) et 854 personnes (selon les données de l'ONG Caminando Fronteras) sont décédées à la frontière sud de l'Espagne.

## Grèce

- Info Migrants, 17/01 [Winter conditions add to migrant hardship in northern Greece](#) [EN] \*
- Le froid s'ajoute aux conditions de vie dramatiques des migrant.e.s en Grèce. Une quarantaine de migrants a manifesté au camp de Diavata au nord de la Grèce, pour protester contre l'insalubrité et la surpopulation. 800 demandeurs d'asile y sont enregistrés, ainsi que 500 à 650 personnes vivant dans le camp sans avoir encore déposé de demande de protection.
- Irin News, 17/01 [Greek roads prove deadly for migrants on busy land route to Europe](#) [EN]
- Les personnes migrantes sont particulièrement victimes d'accidents aux alentours de la rivière Evros marquant la frontière gréco-turque. Plus d'un quart des décès enregistrés en Grèce continentale en 2018 sont dus à des accidents de la route.

## France

- RT, 16/01 [La France deuxième pays de demande d'asile en Europe, avec une hausse de 22%](#)
- La France s'affirme comme le deuxième pays de demandes d'asile en Europe, derrière l'Allemagne, avec une hausse de 22% des dossiers enregistrés en 2018. Selon l'OFPRA et la CNDA, la France a accordé l'asile à 36% des personnes qui en faisaient la demande (essentiellement en provenance d'Afghanistan et de Guinée), soit un niveau comparable à l'année 2017.
- Le Monde, 16/01 [Immigration : « La France est très loin d'avoir pris sa part pendant la crise »](#)
- Le ministère de l'Intérieur a rendu public le 15 janvier, les chiffres concernant l'immigration en 2018. Le nombre de demandes d'asile a augmenté de 22% par rapport à 2017 (Baisse de 17 % en Allemagne, de 33 % en Suède, de 72 % en Italie et augmentation de 45 % en Espagne, 49 % en Belgique et 13 % au Royaume-Uni). Cependant, la reconnaissance du statut de réfugié reste équivalente : 24 663 personnes ayant obtenu le statut en 2018, contre 23 958 en 2017.
- Info Migrants, 17/01 [En France, les expulsions ont atteint un niveau record en 2018](#)
- Les expulsions depuis la France ont augmenté de 13,6 % en 2018 par rapport à l'année précédente, selon les chiffres de l'Ofpra, concernant près de 20 000 personnes.
- Le Monde, 22/01 [A Calais, « on casse psychologiquement les migrants »](#)
- Médiapart, 25/01 [France – Royaume-Uni : le plan d'action de lutte](#) \*
- Le 'plan d'action de lutte' contre les migrations dites « irrégulières » de la France et du Royaume-Uni depuis début janvier a conduit à une augmentation des patrouilles terrestres et maritimes, qui ont été équipées en lunettes à vision nocturne, motocross, et drones.
- Médiapart, 22/01 [Mineurs étrangers: la création d'un fichier «antifraude» inquiète jusque chez LREM](#)

## Turquie

- El País, 18/01 [La crisis económica en Turquía mueve a los refugiados a regresar a Siria](#)
- La crise économique en Turquie, avec une augmentation des prix de plus de 20% par an et un ralentissement notable de l'activité économique, dégrade les conditions de vie des personnes qui y sont réfugiées, notamment les 3,5 millions de Syrien·e·s qui y vivent. Depuis 2017, entre 48 660 Syriens (selon le HCR) et 295 000 (selon le ministère turc de l'Intérieur) seraient rentrés en Syrie.

## Général

- The Conversation, 16/01 [Débat : L'ONU doit maintenir une position humaniste envers les migrants et réfugiés](#)
- « *La doctrine du HCR s'est infléchie en passant de la défense du « droit de partir » favorable au droit d'asile à celle du « droit de rester » favorable à la fermeture des pays d'accueil* ».
- The Conversation, 16/01 [Débat : Que peut-on vraiment attendre du Pacte mondial sur les migrations ?](#)
- Tribune de Julien Brachet, anthropologue à l'Institut de recherche pour le développement (IRD), qui évoque l'incidence limitée qu'aura le Pacte mondial sur les migrations du fait de son côté non contraignant.

**REVUE DE PRESSE  
FEVRIER 2019**

# Revue de presse 15-28 février

Revue de presse 15-28 février .....	1
Afrique .....	2
Union Africaine.....	2
Algérie.....	2
Kenya .....	2
Libye .....	2
Mali .....	2
Niger.....	3
Sénégal .....	3
Tanzanie .....	3
Amériques .....	3
Canada.....	3
Venezuela.....	3
Etats-Unis.....	4
Europe .....	4
Union européenne .....	4
Belgique .....	5
Bosnie.....	5
Espagne .....	5
France.....	6
Italie.....	7
Grèce .....	8
Océanie.....	8
Australie .....	8

## Afrique

### Union Africaine

- **The Guardian**, 24.02.2019, [African Union seeks to kill EU plan to process migrants in Africa](#) [EN] \*

L'Union africaine (UA) souhaite stopper le projet de l'Union européenne visant à endiguer la migration qui violerait le droit international en créant des « centres de détention de facto » sur le sol africain. 55 membres de l'UA auraient affirmé leur volonté de dissuader les Etats côtiers de coopérer avec Bruxelles à ce sujet.

### Algérie

- **Map Express**, 26.02.2019, [Les autorités algériennes poursuivent les opérations répressives contre les migrants d'Afrique subsaharienne \(Amnesty\)](#)

Le rapport 2018 d'Amnesty international sur la situation des droits humains dans le Moyen Orient et l'Afrique du Nord révèle « la poursuite d'opérations répressives et discriminatoires » des autorités algériennes contre les migrant·e·s, réfugié·e·s et demandeurs·euses d'asile d'Afrique subsaharienne. Plusieurs milliers de personnes auraient été arrêtées arbitrairement, placées en détention, transférées de force dans l'extrême sud du pays et expulsées vers les pays voisins. Le rapport dénonce également des violences des forces de sécurité lors d'opérations d'arrestations massives.

### Kenya

- **RFI**, 18.02.2019, [Kenya : annonce de la fermeture du camp de réfugiés de Dadaab](#), \*

Le ministère des Affaires étrangères kenyan, dans une lettre adressée au HCR, demande la fermeture du camp de réfugiés de Dadaab. Il demande la relocalisation des demandeurs·euses d'asile de ce camp en Somalie ou dans les pays tiers, pour des raisons de « sécurité nationale » : Nairobi soutient que le camp a été utilisé comme base pour des activités terroristes.

### Libye

- **Infomigrants**, 21.02.2019, [Prisonniers en Libye, les Erythréens affaiblis attendent que l'Europe leur « offre une place »](#) \*

Des milliers de migrant·e·s érythréen·e·s fuyant la dictature sont enfermés dans les centres de détention libyens. Nombre d'entre eux sont pourtant enregistré·e·s comme demandeur·euses d'asile par le HCR et devraient potentiellement bénéficier du programme de relocalisation. Ils ne sont cependant pas prioritaires et il leur est impossible de sortir de Libye. Le nombre insuffisant de places proposées par les pays d'accueil implique une sélection des demandeurs·euses d'asile pouvant en bénéficier, les rares places étant réservées aux plus vulnérables.

### Mali

- **Le Monde**, 19.02.2019, [A Tombouctou, les réfugiés maliens qui reviennent croisent ceux qui partent](#) \*

Selon les données du HCR, plus de 69 000 réfugié·e·s malien·e·s sont rentrés chez eux·elles après avoir fui le pays en guerre. Ces retours sont parfois temporaires, la situation sécuritaire étant très instable. Par ailleurs, le sentiment de discrimination des citoyens arabes et Touareg de Tombouctou a conduit nombre d'entre eux à fuir vers la Mauritanie. En parallèle, le Mali est devenu un pays d'accueil pour de

nombreux Burkinabés et Nigériens qui fuient leur pays. Plus de 8400 burkinabés se sont réfugiés au Mali d'après le HCR.

## Niger

- **Mediapart**, 28.02.2019, [Au Niger, l'UE mise sur la police locale pour traquer les migrants](#) \*

L'Union européenne finance le contrôle biométrique des frontières au Niger. Ces contrôles sont conjointement réalisés par l'OIM et Eucap Sahel Nigél (mission de sécurité civile de Bruxelles). Le Niger est également le partenaire privilégié de Frontex pour le contrôle migratoire sur la route de la Méditerranée centrale.

## Sénégal

- **The conversation**, 26.02.2019, [Quand la lutte contre l'immigration irrégulière devient une question de « culture »](#) \*

La lutte contre l'immigration dite irrégulière s'accompagne d'une bataille des idées pour la justification des politiques européennes répressives/sécuritaires. Le Pacte de Marrakech (« Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières »), adopté en décembre 2018, recommande l'organisation de campagnes de communication pour « mettre en lumière les risques qu'il y a à entreprendre une migration irrégulière pleine de dangers ». Pour cela, l'OIM travaille avec des artistes, journalistes ou blogueurs formés à des techniques de communication pour décourager ceux qui songent à partir.

## Tanzanie

- **RFI**, 27.02.2019, Tanzanie / Burundi, [L'ONG Irri accuse la Tanzanie de faire pression sur les réfugiés burundais](#)

Selon International refugee rights initiative (Irri), présentes dans les camps de réfugiés burundais, les autorités tanzaniennes harcèlent les réfugié.e.s burundais.e.s pour les forcer à repartir chez eux.elles (60 000 sont déjà rentré.e.s en raison des abus et conditions de vie dans les camps).

## Amériques

### Canada

- **La Presse+**, 18.02.2019, [Marche contre la construction d'une prison pour migrants à Laval](#)

Des manifestations ont eu lieu à Laval pour protester contre la construction d'un nouveau centre de détention pour personnes migrantes, près de l'actuel Centre de prévention de l'immigration (ancienne prison vétuste dans laquelle sont emprisonnés les demandeurs.euses d'asile en attendant leur identification).

### Venezuela

- **Libération**, 22.02.2019, [Venezuela : 2,7 millions d'habitants ont fui le pays depuis 2015 \(ONU\)](#)

Le HCR indique que 2,7 millions de Vénézuéliens ont fui leur pays depuis le début de la crise politique et économique. Ce déplacement de population est considéré par l'ONU comme le plus massif de l'histoire récente de l'Amérique Latine.

## Etats-Unis

- **RFI**, 27.02.2019, [Des milliers de plaintes pour abus sexuels sur des mineurs migrants](#)

Selon des documents officiels rendus publics mardi 26 février, le gouvernement américain a reçu plus de 5000 plaintes de mineur.e.s détenu.e.s sans leurs parents. Ces abus auraient eu lieu entre 2014 et 2018, et auraient été perpétrés par des employés adultes des centres d'accueil.

## Europe

### Union européenne

- **La Libre.be**, 20.02.2019, [Moins d'arrivées de migrants en 2018 dans l'UE, mais hausse record en Espagne](#)

Le nombre de migrants en situation irrégulière ayant rejoint l'Europe a diminué en 2018 de plus d'un quart par rapport à l'année précédente. L'Espagne connaît une hausse de 273% en un an par rapport à 2017 des personnes débarquées d'Afrique de l'Ouest aux Canaries. La route des Balkans a quant à elle connu une réduction de 55% pour les entrées dans l'espace Schengen.

- **Conseil de l'Europe** (communiqué de presse), 20.02.2019, [Corps européen de garde-frontière et de garde-côtes : le Conseil arrête sa position de négociation](#) \*

Les ambassadeurs auprès de l'Union européenne ont approuvé la position de négociation du Conseil sur un règlement relatif aux corps européen de garde-frontières et de garde côtes. Les ressources/moyens – tant personnels que techniques – de l'agence Frontex sont renforcés. Par ailleurs, son mandat est élargi pour le soutien de l'action des Etats membres « en matière de protection des frontières, de retour et de coopération avec les pays tiers ». D'ici 2027, 10 000 agents opérationnels sont prévus pour la formation d'un contingent permanent.

- **Europa**, 20.02.2019, [Politique des visas de l'UE : la Commission se félicite de l'accord visant à renforcer les règles de l'UE en matière de visas](#) \*

Les Etats membres ont approuvé un accord visant à « moderniser la politique commune de l'immigration en matière de visas ». Cet accord implique notamment la simplification des règles de l'obtention d'un visa pour se rendre en Europe pour les « voyageurs en règles et le renforcement de « la sécurité en réduisant les risques en matière de migration irrégulière ». Il prévoit notamment une hausse des droits de visas de 20 euros.

- **Político**, 28.02.2019, [Europe's deadly migration strategy](#) [EN]\*

Dans un rapport confidentiel, les chefs de l'opération Sophia en Méditerranée contre les passeurs [Eunavformed] admettent son succès limité. Ce rapport démontre notamment que l'opération a rendu plus dangereuse la traversée de la Méditerranée pour les migrants, ce qui n'a pas empêché la poursuite de l'opération. Par ailleurs, il est reconnu en interne que certains garde-côtes libyens collaborent avec les réseaux de trafiquants d'êtres humains.

## Belgique

- **Le Soir**, 20.02.19, [Migrants en transit : des troubles mentaux aggravés par les conditions de vie en Belgique](#)

Dans un rapport intitulé « Fuite sans fin », Médecins Sans Frontières (MSF) présente le résultat d'un an de consultations menées auprès des migrants au sein du hub humanitaire. La vulnérabilité extrême des personnes ayant vécu des traumatismes est aggravée par les conditions de vies difficiles auxquelles elles sont confrontées en Belgique.

- **RTBF**, 21.02.2019, [Les migrants « en transit » ont peur de demander une protection en Belgique\\*](#)

Deux rapports publiés par le Ciré et MSF, qui suivent les personnes en exil dans le hub humanitaire à Bruxelles, démontrent la crainte des maltraitances et de l'expulsion des personnes migrantes « en transit ». Ces craintes justifieraient le fait qu'elles ne demandent pas l'asile ou une autre forme de protection en Belgique.

## Bosnie

- **Foreign Policy**, 20.02.2019, [In Bosnia, a Migrant Way station is becoming a winter prison](#) [EN]

Un homme pakistanais témoigne des difficultés qu'il a rencontrées pour atteindre l'Union européenne par la Croatie. Il s'est heurté à des violences policières et à des conditions météorologiques difficiles dans les montagnes en hiver.

## Espagne

- **Cadenaser**, 19.02.2019, [España, condenada por la ONU por la expulsión sumaria de un niño maliense que saltó la valla de Melilla](#) [ES] \*
- **Huffpostmaghreb**, 20.02.2019, [L'ONU condamne l'Espagne pour avoir renvoyé "à chaud" un mineur migrant au Maroc](#)

Le Comité des droits de l'enfant des Nations Unies a condamné l'Espagne pour le renvoi d'un mineur isolé de l'Espagne vers le Maroc. Le comité estime que l'article 20 de la convention a été violé. Les autorités espagnoles n'avaient pas identifié l'enfant et ne lui avaient pas offert de protection d'assistance spéciale en sa qualité de mineur isolé étranger .

- **El Pais**, 21.02.2019, [España acuerda con Marruecos devolver pateras a sus costas](#) [ES] \*
- **Huffpostmaghreb**, 21.02.2019, [Le sauvetage maritime espagnol autorisé à débarquer les migrants au Maroc](#) \*

Le Maroc et l'Espagne auraient signé un accord permettant aux secours espagnols le débarquement au Maroc d'une partie des migrants sauvés en Méditerranée.

- **Huffpostmaghreb**, 21.02.2019, [Migration : la secrétaire d'Etat à la Sécurité espagnole dément le renvoi des migrants vers les côtes marocaines](#) \*
- **La Vanguardia**, 21.02.2019, [Marruecos niega haya acuerdo con España para devolver pateras a sus puertos](#) [ES] \*
- **Morocco World News**, 22.02.2019, [El Khalfi : Allefed Spanish-Moroccan Deal to Return Migrants is False](#) [EN]

La secrétaire d'Etat à la sécurité espagnole dément l'existence d'un accord autorisant le Salvamento Marítimo à débarquer au Maroc des migrants sauvés dans la Méditerranée : « la seule chose qui existe est un accord avec le Maroc pour les aider à améliorer leurs capacités de sauvetage ». Le porte-parole du gouvernement marocain Mustapha El Kalfi nie également l'existence de cet accord.

- **Huffpostmaghreb**, 24.02.2019, [Migration : l'Espagne augmentera la hauteur des barrières frontières à Ceuta](#) \*

Le ministre de l'Intérieur a annoncé une hausse de 30% de la hauteur de la clôture à la frontière à Ceuta. Il a indiqué que les barbelés côté espagnol seraient remplacés par un matériel non blessant. Il a également évoqué les systèmes de reconnaissance faciale aux passages frontaliers et l'amélioration des systèmes de vidéo-surveillance aux frontières.

- **La Vanguardia**, 26.02.2019, [La Asamblea de Ceuta pide cambios en la Ley del Menor para no ser "la guardería de Marruecos"](#) [ES]\*

Le Parlement espagnol a approuvé en deux sessions plénières extraordinaires la proposition de modification de la loi de protection des mineurs et du code civil. Cette proposition prévoit le renvoi des mineurs isolés étrangers dans leur pays ou dans le pays de transit dans un délai de 3 mois après leur arrivée sur le territoire espagnol et de rendre plus difficile l'accès à la nationalité espagnole pour les enfants de marocains qui naissent dans cette région.

## France

- **Le Parisien**, 15.02.2019, [Ile-de-France : une femme enceinte de 7 mois et demi menacée d'expulsion](#)

Les policiers ont tenté d'emmener de force à l'aéroport une femme d'origine bosniaque enceinte de 7 mois et demi qui avait été placée en centre de rétention. Le juge des libertés et de la détention, saisi avec l'aide de la Cimade, a estimé que la situation de grossesse n'était pas un obstacle à son expulsion.

- **Europe 1**, 18.02.2019, [Une trentaine de migrants interceptés dans la Manche](#)

Le ministère de l'Intérieur britannique a indiqué avoir intercepté une trentaine de migrants qui tentaient de rejoindre l'Angleterre en traversant la Manche.

- **Corse-martin**, 18.02.2019, [Etrangers : la Cimade pointe les préfetures de Corse](#)

La Cimade affirme que depuis le début d'année, quatorze étrangers interpellés en Corse ont, contrairement au droit, été placés en rétention sur le continent à la demande des préfetures de l'île. Cette inquiétude est partagée par la section Corse de la Ligue des droits de l'Homme qui « dénonce le traitement infligé par les préfetures d'Ajaccio et Bastia à des personnes interpellées pour séjour irrégulier ».

- **Le Monde**, 21.02.2019, [Jeunes migrants : le test osseux sous les feux de la critique scientifique](#)

L'évaluation de la majorité par le test osseux, à laquelle ont de plus en plus recours les procureur.es est vivement critiquée, y compris par de nombreux spécialistes médicaux qui dénoncent son manque de précision et son caractère dégradant. L'écart entre l'âge osseux et l'âge réel d'un patient peut aller jusqu'à trois ans. L'usage de ce test pour évaluer l'âge civil constituerait un détournement de sa fonction initiale : détecter des anomalies de croissance.

- **Le Monde**, 21.02.2019, [Migrants : une association dénonce les pratiques de la police française à la frontière franco-italienne](#)
- **L'obs**, 21.02.2019, [Migrants : des pratiques policières illégales à la frontière franco-italienne ?](#)

L'Anafé, dans un rapport du 21 février, dénonce des « pratiques illégales de l'administration française » à la frontière franco-italienne à l'encontre des migrant.e.s. La publication de ce rapport suit l'ouverture d'une enquête préliminaire par le parquet de Nice visant des infractions commises à Menton par la police aux frontières à l'encontre des mineurs isolés étrangers. L'Anafé fait état notamment de « contrôles discriminatoires, procédures expéditives, non-respect des droits des personnes exilées, mises en danger, décisions irrégulières de refus d'entrée, d'entraves au droit d'asile, de non prise en charge des mineurs, de refoulement irréguliers, de privations de libertés irrégulières, de courses poursuites, de violences et personnes blessées ou décédées ».

- **Le Monde**, 21.02.2019, [Dans les Alpes, les migrants fuient l'Italie de Salvini](#)

Les difficultés rencontrées en Italie croissent depuis l'entrée en vigueur du décret-loi anti immigration Salvini. La suppression des permis de séjour humanitaire, l'impossibilité d'obtenir un titre de séjour ou de le renouveler sont autant de facteurs qui déclenchent les départs de l'Italie de Salvini. Ainsi, presque tous les jours des migrants tentent la difficile traversée des cols alpins pour échapper aux contrôles policiers, malgré leurs renvois réguliers vers l'Italie. L'un d'entre eux est mort d'hypothermie le 7 février dernier.

- **Le Monde**, 22.02.2019, [Paris livre des bateaux à Tripoli pour contrer les migrants](#) \*
- **Médiapart**, 22.02.2019, [La France offre des hors-bords aux Libyens pour bloquer les migrants](#) \*

La France annonce la cession à la Libye de six hors-bords destinés à renforcer la flotte des garde-côtes libyens. Cette décision a été communiquée par le cabinet du ministère des armées français à Faiez Sarraj, chef du gouvernement d'« union nationale » à l'occasion d'une entrevue en marge de la conférence de Munich sur la sécurité le 16 février. Ces bateaux sont destinés au transfert et au débarquement des personnes migrantes interceptés en mer. Ils permettent une augmentation considérable de la capacité d'intervention des garde-côtes libyens pour rapatrier les migrant.e.s dans les « centres de détention inhumains du régime ». MSF dénonce l'appui logistique « destinés à refouler les réfugiés en violation du droit international ».

- **Regards.fr**, 28.02.2019, [Torture dans les centres de rétention français, une impunité d'Etat](#) \*

Les témoignages de violences dans les centres de rétention français par d'anciens retenus et des membres d'association affluent. Cette multiplication des témoignages met en exergue une tendance à la systématisation des violences, à l'abri de tout contrôle judiciaire.

## Italie

- **Repubblica**, 22.02.2019, [Volontaires français : en un an, 30 migrants sont morts en essayant de traverser les Alpes](#) \*

L'Anafé dans son rapport *persona non grata* estime qu'une trentaine d'exilé.e.s sont mort.e.s en tentant de traverser la frontière franco italienne dans les Hautes-Alpes.

## Grèce

- **LaLibre.be**, 19.02.2019, [Asile et migration – Grèce : le Conseil de l'Europe dénonce les conditions de rétention des migrants](#)

Le comité anti-torture du Conseil de l'Europe dénonce les conditions de rétention des demandeurs.euses d'asile dans les camps grecs. Il relève notamment des conditions de rétention « largement inférieures aux normes » et des « allégations crédibles de mauvais traitements infligés par la police à des demandeurs d'asile ».

- **The Guardian**, 22.02.2019, [Greece races to move refugees from island branded a 'new Lesbos'](#)

Le nombre d'arrivées important de migrant.e.s et les trafics alentours rend les conditions de vie dans le camp de Samos difficiles. Des capacités d'accueil insuffisantes et le manque de moyens tendent à transformer Samos en un « nouveau Lesbos », aux conditions sanitaires déplorables.

## Océanie

### Australie

- **Ouest-France**, 18.02.2019, [A quoi ressemble le sinistre centre de détention de l'île Christmas](#)
- **Le Courrier australien**, 15.02.2019, [Australie : l'opposition travailliste confirme sa ligne dure sur les migrants](#)

Le parti travailliste australien prévient les migrant.e.s que leur éventuelle élection aux prochaines législatives rendra impossible l'accès aux rives australiennes par bateau. Les migrant.e.s seront refoulés et ne pourront pas s'installer sur le territoire. Il s'aligne ainsi sur la politique d'immigration du gouvernement conservateur sortant. Par ailleurs, le premier ministre australien Scott Morrison a annoncé la réouverture du camp de rétention de l'île Christmas, alors qu'y ont été dénoncés notamment l'enfermement d'enfants, des suicides, des mutilations, des morts mystérieuses et des émeutes.

REVUES DE PRESSE  
MARS 2019

# Revue de presse 1-17 mars

Revue de presse 1-17 mars .....	1
Afrique .....	2
Djibouti .....	2
Egypte .....	2
Libye .....	2
Maroc .....	2
Mali .....	3
Niger .....	3
Moyen-Orient .....	4
Liban .....	4
Syrie .....	4
Amériques .....	4
Mexique .....	4
Europe .....	5
Union européenne .....	5
Bruxelles .....	6
Croatie .....	6
Espagne .....	6
France .....	6
Grèce .....	7
Italie .....	7

## Afrique

- **Mediapart**, 05.03.2019, [Au Mali, Niger et Sénégal, le marché de l'identité en plein essor](#) \*

Plusieurs entreprises étrangères spécialisées dans l'état civil (dont des entreprises françaises) sont impliquées dans la mise en place d'un système d'information à l'état civil informatisé relié à une base de données biométriques. Ce système repose sur la fabrication de cartes d'identités biométriques. Il est financé par la Commission européenne par le biais de son Fond fiduciaire d'urgence (FFU) pour l'Afrique. Pour les dirigeants ouest-africains, ce système permettrait la tenue d'élections dont le résultat serait présenté comme « *indiscutable* ». Pour les États membres de l'Union, il permettrait d'identifier plus facilement les migrant.e.s se trouvant sur leur territoire en situation irrégulière pour les renvoyer dans leur pays d'origine.

- **IRIN**, 08.03.2019, [Sahel violence displace another million people](#) \*

Plus de 10 000 personnes sont regroupées dans des camps improvisés au Niger, dans des « *conditions épouvantables* » suite à l'intensification des tensions et violences à la frontière Mali-Niger. D'après les Nations Unies, le nombre de déplacés internes au Mali a triplé pour atteindre 120 000 personnes. Plus de 70 000 personnes ont fui leurs foyers en 2 mois seulement au Burkina Faso.

## Djibouti

- **Courrier international**, 12.03.2019, [Djibouti, carrefour de « tous les désespoirs » des migrants](#)

D'après l'OIM, « *près de 20 000 personnes migrantes* » (!), essentiellement Éthiopiennes, tenteraient de traverser Djibouti pour atteindre l'Arabie Saoudite « *chaque mois* ». Elles doivent pour cela entreprendre la dangereuse traversée de la mer séparant Djibouti du Yémen, puis traverser la zone de guerre du Yémen. A l'inverse, le Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) estime que près de 40 000 ressortissant.es yéménit.es ont fui à Djibouti depuis 2015 pour échapper à la guerre.

## Egypte

- **Le Monde**, 01.03.2019, [Le HCR appelle à un « soutien crucial » en faveur de l'Égypte, débordée par le nombre de réfugiés](#) \*

Selon le HCR, le nombre de réfugié.e.s et demandeurs.euses d'asile a augmenté de 24% au cours des deux dernières années en Égypte. Il estime que « *huit réfugié.e.s sur dix y vivent dans des conditions humanitaires épouvantables* » et ne « *peuvent même pas satisfaire leurs besoins les plus élémentaires* ».

## Libye

- **France TV Info**, 04.03.2019, [Des migrants détenus en Libye, tortures pour s'être rebellés](#) \*

Suite à une tentative de révolte par les personnes migrantes détenues dans le centre de Trik al-Sikka à l'occasion d'une visite de diplomates néerlandais, plusieurs d'entre elles ont été torturées et transférées dans d'autres camps. Celui de Trik al-Sikka est quant à lui réputé pour imposer aux migrant.e.s des conditions de détention déplorables : maintien des détenu.e.s toute la journée dans l'obscurité, qui n'ont aucun accès aux soins, et peu de nourriture.

## Maroc

- **Huffpostmagrheb**, 06.03.2019, [Les autorités marocaines appelées à identifier les migrants décédés aux frontières maritimes](#) \*

Il existe très peu de données sur le nombre exact de personnes décédées ou disparues en mer, et sur leur sort aux frontières maritimes. Le réseau de plaidoyer « Plateforme nationale de protection des migrants » a ouvert le débat sur ce sujet lors d'une conférence de presse à Rabat. Il souhaite que soit engagé le processus qui permette l'identification de ces personnes.

- **Cadenaser**, 11.03.2019, [Carpetazo a la persecución judicial sobre Helena Maleno](#) [ES] \*
- **L’Economiste**, 11.03.2019, [Migrants : La Cour d’appel de Tanger classe l’affaire Helena Maleno](#) \*

La Cour d’appel de Tanger a décidé de classer sans suite le dossier d’Helena Maleno, activiste espagnole engagée en faveur des migrant.e.s, et qui était accusée de « *trafic d’êtres humains* », pour avoir notamment alerté les services de sauvetage quand des exilé.e.s en détresse étaient localisé.e.s en mer.

- **Huffpostmaghreb**, 15.03.2019, [Migration : 45 personnes sont mortes au large des côtes marocaines](#) \*

Le naufrage d’une embarcation de 67 personnes migrantes a provoqué la mort de 45 d’entre elles. Les autorités marocaines ont refusé de donner des informations sur le traitement réservé aux personnes rescapées.

## Mali

- **Le Monde**, 05.03.2019, [La France négocie avec le Mali le retour des migrants irréguliers](#)

Lors d’une visite du Premier Ministre français à Bamako, le sujet de l’immigration et des laissez-passer consulaires a été abordé. Selon Yaya Sangaré, le ministre des Maliens de l’extérieur, « *les Français trouvent que [le ministère] ne délivre pas assez de laissez-passer consulaires (LPC)* ». Sans ce document, par lequel le Mali reconnaît l’un.e de ses ressortissant.e.s dépourvu.e de documents d’identité, il est théoriquement impossible pour les autorités françaises d’expulser cette personne par avion vers le Mali<sup>1</sup>. C’est pourquoi la France souhaite négocier avec le Mali depuis des dizaines d’années des accords bilatéraux de réadmission en échange de la régularisation de ressortissant.e.s malien.ne.s présent.e.s sur son territoire. Parmi les moyens dont elle dispose pour « *inciter* » le Mali à reconnaître ses ressortissant.e.s figurent notamment l’octroi d’aides au développement, ainsi que l’activation du lien réadmission-visas (qui conditionne la délivrance de visas français au nombre de migrant.e.s en situation irrégulière renvoyé.e.s dans leurs pays d’origine).

## Niger

- **Aljazeera**, 04.03.2019, [After crackdown, what do people employed in migration market do ?](#) [EN] \*

L’intervention de l’Union européenne (UE) pour financer le contrôle des frontières et de l’immigration au Niger a eu des conséquences sur la vie économique locale. Le transport de migrant.e.s, la vente de nourriture, d’eau, la cuisine ou la gestion des « ghettos » représentaient une source de revenus pour de nombreuses personnes. Nombre d’entre elles n’a pas bénéficié des fonds européens issus du programme « Paiera » (Plan d’Actions à Impact économique Rapide à Agadez) destiné à compenser ces pertes.

⇒ « *Seuls 28 millions des 140 millions d’euros du Fonds fiduciaire de l’UE pour l’Afrique arrivent au Niger lui reviennent directement. Ces fonds, initialement consacrés au « développement » par le biais du programme AJUSEN (appui à la justice et à la sécurité au Niger) ou du plan d’action PAIERA, répondent finalement essentiellement aux intérêts de l’UE et concourent peu à l’amélioration des conditions de vie des habitants* ». cf. **Note Migreurop n°6**, Octobre 2017, [Niger : ingérence et néocolonialisme, au nom du Développement](#)

<sup>1</sup> C’est sans compter le laissez-passer européen, ou document européen de voyage, qui permet aux pays européens d’expulser une personne étrangère dépourvue de documents d’identité vers son pays d’origine présumé. Au mois d’août 2016, le Mali avait ainsi réadmis deux ressortissants détenteurs d’un « laissez-passer européen » délivré par la France, en dehors de toute conclusion d’accord formel sur la réadmission de leurs ressortissants. C’est grâce à la mobilisation de la société civile que les autorités maliennes ont finalement refusé de réitérer cette pratique.

- RFI, 09.03.2019, [Niger : des migrants soudanais manifestent dans leur camp de transit](#)

Des demandeurs.es d'asile soudanais.e.s protestent contre la discrimination dont ils estiment être victimes dans le camp du HCR dans lequel ils se trouvent à Agadez. Ces protestations auraient mené à de violentes manifestations, y compris à l'égard du « personnel humanitaire ».

## Moyen-Orient

### Liban

- **L'Orient le Jour**, 01.03.2019, [« Nous rentrons en Syrie parce que nous ne voulons pas mendier au Liban »](#)

Selon cet article, des dizaines de réfugié.e.s syrien.ne.s rentrent en Syrie en bus pour fuir la misère qui les guette au Liban. Les hommes savent pourtant qu'ils risquent de devoir rejoindre les rangs de l'armée une fois sur le territoire syrien.

### Syrie

- **The Irish Times**, 07.03.2019, [Arrests and torture of Syrian refugees returning home reported](#) [EN]

En décembre dernier, *The Irish Times* révélait qu'un certain nombre de réfugié.e.s syrien.ne.s étaient rentré.e.s en Syrie pour retrouver leurs familles ou du fait de problèmes d'intégration en Europe. Depuis, plusieurs d'entre eux.elles ont été arrêté.e.s et torturé.e.s en Syrie. Selon cet article, certain.e.s sont décédé.e.s dans les prisons syriennes suite à des maltraitements ou des violences.

## Amériques

### Mexique

- **Médiapart**, 02.03.2019, [Le Mexique s'inquiète de l'extension du programme de renvoi des demandeurs d'asile](#)
- **Reuteurs**, 02.03.2019, [Mexico frets over U.S plans to take divisive asylum policy to new city](#)

Depuis fin janvier, le programme américain « protocole de protection des migrant.e.s » organise le renvoi de ceux.celles d'entre eux.elles venus d'Amérique centrale pour passer la frontière entre Tijuana au Mexique et San Diego aux États-Unis. Les États-Unis prévoient d'étendre ce programme à d'autres villes frontalières, dont El Paso au Texas et Ciudad Juarez au Mexique. Le directeur de l'Institut national des migrations du Mexique s'inquiète du fait que les villes frontalières auront du mal à prendre en charge les demandeurs d'asile pour de longues périodes. Les centres de rétention des villes de Morelia, Acapulco Nogales, Tuxpan et Reynosa ont fermé faute de ne plus remplir les conditions minimales d'accueil requises. Par ailleurs les refuges d'accueil de migrants risquent d'être saturés.

- **CNN**, 04.03.2019, [What happened to the migrant caravans ?](#) [EN]
- **The New York Time**, 09.03.2019, [U.S Continues to Separate Migrant Families Despite Rollback of Policy](#) [EN]

Environ un an après son exposition médiatique, la « caravane des migrants » s'est divisée en petits groupes qui se dirigent vers la frontière États-Unis/Mexique. Les États Unis ont mené des efforts conséquents pour tenter de les décourager d'atteindre la frontière américaine. Le « protocole de protection des migrants » et la politique de « tolérance zéro » de l'administration Trump a provoqué plus de 200 séparations d'enfants de leurs familles. Parallèlement, le Mexique affirme avoir délivré de nombreux visas humanitaires pour répondre aux arrivées depuis le Guatemala, le Salvador et le Honduras.

- **Médiapart**, 17.03.2019, [A Harlingen, Texas, les ados migrants défilent au tribunal](#)

L'examen de milliers de dossiers d'asile de personnes migrantes capturées à la frontière mexicaine (au sud du Texas) aboutit à 80% d'expulsions d'après l'ONG Marshall project. Selon celle-ci, le Texas compte dix cours administratives en charge d'examiner « en série » les dossiers de ces personnes. Les migrant.e.s font la queue pour déposer leurs demandes d'asile aux postes frontières, et l'administration américaine elle-même ordonnerait que ce système soit organisé de manière à décourager les arrivant.e.s d'entrer aux États-Unis.

## Europe

### Union européenne

- **Politico**, 01.03.2019, [Europe's deadly migration strategy](#) [EN] \*

L'opération militaire européenne Sophia (EUNAVFOR Med), dont l'objectif officiel est « le démantèlement du modèle économique des passeurs et des trafiquants d'êtres humains », est présentée comme une réussite par les dirigeants européens. En interne, ces derniers admettent pourtant son succès limité : le mandat de l'opération se limitant aux eaux internationales, elle ne peut donc intervenir dans les eaux ou sur le territoire libyen - précisément où opéreraient les réseaux de passeurs - et les fonds, le personnel et l'équipement octroyés pour mener à bien l'opération sont décrits comme insuffisants. De plus, le rapport confidentiel obtenu par « Politico » démontre que l'UE, bien que consciente des risques engendrés par cette opération sur les migrant.e.s en mer, n'y a pas mis un terme. Des officiers ont en outre admis que certains membres de la Garde-côtière libyenne, financée et équipée par l'Union, feraient partie du réseau des passeurs.

- **Statewatch**, 05.03.2019, [NGOs, EU and international agencies sound the alarm over Frontex's respect for fundamental rights](#) [EN] \*

Le Forum consultatif de l'agence européenne Frontex a mis en avant dans son rapport annuel la violation de droits fondamentaux dans des zones dans lesquelles l'agence est opérationnelle, notamment aux frontières Serbie/Hongrie et Grèce/Turquie.

- **Euractiv**, 11.03.2019, [La Commission Juncker a officiellement échoué à réformer l'asile](#)

Les ministres de l'Intérieur de l'UE n'ont pas réussi à conclure leur dernière session du Conseil avant les élections européennes sur l'harmonisation des procédures d'asile et la question des « quotas » de réfugiés. Il n'y aura pas d'accord sur la réforme du paquet commun sur l'asile avant les élections européennes de fin mai.

- **Politis**, 13.03.2019, [Frontex : un océan d'impunité](#)

Le renforcement des effectifs et des équipements octroyés à l'agence européenne Frontex, acté dans la dernière révision de son mandat en 2016, s'accompagne d'une absence patente de contrôle du Parlement européen sur ses actions. Ce défaut de contrôle démocratique rend difficile l'établissement des responsabilités de l'agence en cas d'atteintes aux droits de l'Homme lors de ses opérations.

- **Euractiv**, 15.03.2019, [Le retour des réfugiés en Syrie commence à préoccuper la communauté internationale](#) \*

Selon cet article, la situation en Syrie est loin d'être stabilisée, et pourtant le retour des réfugié.e.s syrien.ne.s dans leur pays a déjà été évoqué lors d'une conférence sur la Syrie à Bruxelles en mars 2019. Le risque d'un assaut contre la dernière enclave rebelle est pourtant bien présent. Les frappes aériennes par l'aviation russe et l'armée syrienne dans la région d'Idlib se poursuivent, ayant déjà tué plus de 90 personnes dans la ville d'Idlib.

## Bruxelles

- **L'Economiste**, 06.03.2019, [Migrants : Bruxelles demande d'intensifier l'aide fournie au Maroc](#)

La Commission européenne demande à ce que soit intensifiée l'aide apportée au Maroc « *dans le cadre de la lutte contre l'immigration clandestine [...] compte tenu de l'augmentation importante des arrivées par la route de la Méditerranée occidentale* ». Le Maroc serait désormais la première voie d'accès à l'Union européenne pour les personnes migrantes.

## Croatie

- **Courrier des Balkans**, 13.03.2019, [Réfugiés balkans : l'UE « complice » de la politique d'expulsions collectives en Croatie](#)
- **Washington Post**, 13.03.2019, [Rights group : EU complicit in violence against migrants](#) [EN]

Dans son rapport du 13 mars 2019 « Violence et abus contre les réfugié.e.s et migrant.e.s sur la route des Balkans », Amnesty international accuse les gouvernements européens de se rendre « complices de refoulements systématiques, illégaux et parfois violents de milliers de demandeurs.euses d'asile vers les camps sordides de Bosnie-Herzégovine ».

## Espagne

- **L'Express**, 14.03.2019, [Espagne : la droite offre de ne pas expulser les migrantes si elles font adopter leur bébé \\*](#)

Le Parti populaire a proposé un projet de loi selon lequel l'expulsion des femmes enceintes migrantes serait retardée si « ces dernières consentent à abandonner leur bébé » pour ainsi « lutter contre « l'hiver démographique ». Il espère pouvoir mettre en œuvre cette proposition en cas de victoire aux prochaines élections législatives.

## France

- **Médiapart**, 03.03.2019, [Des migrants montent à bord d'un ferry à Calais, 44 interpellés](#)

Quarante-quatre migrants ont été interpellés à bord d'un ferry dans le port de Calais et amenés au commissariat de Calais.

- **Médiapart**, 05.03.2019, [Tchad : Près de 240 demandeurs d'asile bientôt accueillis en France](#)

Emmanuel Macron a annoncé l'accueil de 10 000 réfugié.e.s « *sur les deux prochaines années* » dont 3000 issu.e.s des « missions de protection avancées de l'Ofpra au Niger et au Tchad ». Ces missions de protection avancées sont présentées par Emmanuel Macron comme permettant « *d'éviter aux gens de prendre des risques fous en traversant la Méditerranée pour rejoindre l'Europe* ». L'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra) annonce l'accueil dans ce cadre de 240 demandeurs.euses d'asile tchadien.e.s.

- **Le Monde**, 12.03.2019, [Les tests osseux pour déterminer l'âge des jeunes migrants devant le Conseil constitutionnel](#)

Une question prioritaire de constitutionnalité (QPC) a été transmise au Conseil constitutionnel sur la conformité du recours aux tests osseux sur des mineurs étrangers isolés avec la Constitution française. De nombreuses associations soutiennent que ces examens sont contraires à l'impératif de protection de l'intérêt supérieur de l'enfant.

- **Le Monde**, 14.03.2019, [Immigration : la ligne européenne de Macron](#)

A moins de trois mois des élections européennes, les divergences d'opinions sur la réforme de la procédure d'asile et le règlement européen Dublin subsistent. Les pays du groupe Visegrad [Hongrie, Pologne, République tchèque, Slovaquie] refusent qu'une réforme leur impose d'accueillir des exilé.e.s. Les « *pays d'entrée* » [Malte, Italie, Grèce, Espagne] « *considèrent qu'ils n'ont rien à gagner de cette*

*réforme et continuent à laisser passer les personnes migrantes* ». Les « *pays de destination finale* » comme la France se montrent favorables à des mécanismes de relocalisation tout en souhaitant le renforcement du règlement Dublin. Emmanuel Macron estime que les États qui veulent participer à l'Espace Schengen « *doivent remplir des obligations de responsabilités* (contrôle rigoureux des frontières extérieures) *et de solidarité* (une même politique d'asile, avec les mêmes règles d'accueil et de refus) », ce qui implique implicitement l'exclusion des États ne remplissant pas ces obligations.

## Grèce

- **El Periodico**, 03.03.2019, [Policías griegas siembran el terror entre les inmigrantes](#) [ES]
- **CBC**, 06.03.2019, [Greek prosecutor investigating allegation of 'systematic' violence against migrants at Evros River](#) [EN]

Un ressortissant syrien a dénoncé son renvoi illégal de la Grèce vers la Turquie par des « hommes cagoulés », qui seraient selon lui membres de la police grecque. Mis à nu et frappé, il aurait été placé dans une cellule avec d'autres personnes avant d'être refoulé en Turquie. Selon les Nations Unies, en 2018, 300 personnes ont fait l'objet d'un renvoi illégal de la Grèce vers la Turquie. Le procureur grec a ouvert une enquête sur ces allégations de « violence systématique » et de *push back* perpétrés à l'encontre des demandeurs.euses d'asile dans la région de la rivière Evros.

- **RFI**, 07.03.2019, [La Grèce condamnée pour son traitement es migrants mineurs isolés](#)

La Cour européenne des droits de l'Homme a condamné la Grèce pour la détention de mineur.e.s isolé.e.s étranger.ère.s dans des commissariats. Elle estime qu'ils.elles y ont subi des « *traitements dégradants* » entre 2015 et 2016.

- **ABC News**, 07.03.2019, [Migrant boat sinks off Greek island drowning 2 boys, 1 man](#)

Deux enfants et un homme sont décédés lors du naufrage d'un navire transportant des personnes migrantes au large de la mer Egée.

## Italie

- **Reuteurs**, 06.03.2019, [More than 80 migrants rescued off Italy's Lampedusa](#)

87 personnes migrant.e.s à bord d'une barque ont été secourues au large de l'île de Lampedusa par les forces armées maltaises.

- **France 24**, 06.03.2019, [Italy bulldozes migrant shanty town after deadly fires](#) [EN]
- **Euronews**, 06.03.2019, [Migrants : Salvini fait démolir un camp de saisonniers en Calabre](#)

Des milliers de migrant.e.s ont été expulsé.e.s d'un camp de fortune hébergeant de nombreuses personnes employées comme saisonniers dans les exploitations agricoles du sud de l'Italie.

# Revue de presse du 18.03.2019 au 31.03.2019

## Table des matières

Afrique .....	2
Libye .....	2
Maroc .....	3
Ouganda .....	3
Amériques .....	3
Mexique.....	4
Europe .....	4
Union européenne .....	4
Bosnie .....	4
Hongrie .....	5
Espagne .....	5
France .....	5
Grèce .....	6
Italie.....	6
Malte .....	7
Turquie .....	7

## Afrique

### Libye

- **The Irish Times**, 21.03.2019, [Médecins Sans Frontières says children are starving in Libyan detention centres](#) [EN]
- **AllAfrica**, 21.03.2019, [Africa : Alarming Rates of Malnutrition Among Detained Migrants and Refugees](#) [EN]

D'après un communiqué de presse publié par Médecin sans frontière, un quart des 300 personnes migrantes (dont une centaine d'enfants) détenues au centre de détention Sabaa à Tripoli (Libye) sont en situation de malnutrition sévère. Plus de 5700 migrant.e.s seraient arbitrairement enfermés dans ces centres libyens.

- **Mediapart**, 21.03.2019, [Un bateau de migrants sombre dans la méditerranée, 30 disparus](#) \*
- **ABC News**, 21.03.2019, [Dozens of migrants missing after boat capzises off Libya](#) [EN]\*

Suite au naufrage d'un bateau transportant une cinquantaine de personnes migrantes au large du port libyen de Sabratha, une trentaine d'entre elles sont portées disparues. Le corps d'un enfant a été retrouvé et 16 personnes ont été secourues.

- **The Guardian**, 25.03.2019, [Refugees report brutal and routine sexual violence in Libya](#) [EN] \*

Dans un rapport intitulé « More Than One Million Pains » : Sexual Violence Against Men and Boys on the Central Mediterranean Route to Italy, l'ONG *Women's Refugee Commission* dénonce les viols systématiques dont seraient victimes les personnes migrantes détenues dans les centres de détention libyens. Un grand nombre de victimes fait partie des personnes forcées à retourner en Libye après interception maritime par les garde-côtes libyens, en application de la politique migratoire européenne à l'œuvre/en œuvre. Un rapporteur de l'Union européenne (UE) estime que 90% des hommes exilés en Italie (dont des mineurs) ont subi des violences sexuelles durant leur détention en Libye.

- **Buzzfeed News**, 27.03.2019, [Refugee Ships Are Trying To Call Them During Emergencies – But They Aren't Answering](#) \* [EN]

Une enquête de Buzfeed a révélé l'impossibilité de contacter les secours libyens dans différentes situations de détresse en mer. Ils ont mis en avant l'impossibilité de joindre cinq numéros de téléphones mis en place par les autorités libyennes pour les recherches en mer et les missions de secours. En trois jours, sur 30 appels répétés, seul l'un d'entre eux a abouti vers un officier, par ailleurs incapable de parler anglais.

- **Avenire**, 29.03.2019, [Migranti. Il Vinimale : « Libia porto sicuro anchor per l'Ue ». Bruxelles e Onu smentiscono](#) \* [IT]

La Commission européenne dément avoir considéré les ports libyens comme sûrs, contrairement à ce qui a pu être affirmé par le ministère de l'Intérieur italien. Le Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) ajoute ne pas considérer la Libye

« comme un refuge sûr » et estime que « les réfugiés, les travailleurs humanitaires et les migrants ne devraient pas être ramenés dans ce pays ».

## Maroc

- **Huffpostmaghreb**, 20.03.2019, [Migration : 2018, année la plus meurtrière à Nador selon l'AMDH](#) \*
- **Yabiladi**, 20.03.2019, [Maroc : Dans la région de Nador, les migrants victimes de 340 bavures en 2018](#) \*

L'Association marocaine des Droits humains (AMDH) dénombre 244 personnes migrantes décédées après avoir été transférées à l'hôpital Hassani de Nador en 2018. Selon leur étude, entre 2 000 et 3 000 migrant.e.s vivaient dans 15 campements, qui font l'objet d'opérations de démantèlement régulières. La section locale de l'AMDH comptabilise 340 attaques contre les migrant.e.s en 2018, « effectuées par des brigades spécialisées des forces auxiliaires, police et agents d'autorité » dans des campements ou des maisons. Ces attaques engendrent des violences corporelles, des destructions, telles des abris incendiés, et parfois des tentatives de viols.

## Ouganda

- **New Vision**, 28.03.2019, [Uganda's long history of hosting refugees](#) [EN]
- **Libération**, 31.03.2019, [Réfugiés en Ouganda, l'accueil sans écueil ?](#)

L'Ouganda est érigé en « *exemple progressiste* » d'accueil et d'intégration des réfugiés (octroi de terrains pour cultiver, scolarisation des enfants, accès aux services de santé) avec l'accueil de 1,2 million de réfugiés principalement Sud-soudanais et Congolais. Malgré cela, des problèmes de corruption (nombre de réfugiés exagéré afin d'obtenir des aides plus importantes, détournement d'argent) d'accès à l'alimentation et à l'école ont émergé peu à peu. Par ailleurs, une enquête interne des Nations Unies révélait en novembre 2018 une « *mauvaise gestion des fonds par le HCR* ». Pour soutenir l'accueil des réfugiés et les communautés hôtes, la Commission européenne « *a annoncé une aide de 24 millions d'euros pour répondre aux besoins de réfugiés et des communautés hôtes* ».

## Amériques

- **Médiapart**, 30.03.2019, [Face à l'afflux de migrants, Trump menace de fermer la frontière mexicaine](#)
- **Médiapart**, 31.03.2019, [Migrants : Trump veut cesser d'aider Salvador, Honduras et Guatemala](#)

Le département d'État a annoncé mettre un terme à l'aide financière versée par Washington au Salvador, au Guatemala et au Honduras en application des directives de Donald Trump. Cette décision aurait été prise en réaction à l'envoi, par ces pays, de « *caravanes de migrants* » vers les États-Unis « *qui font face à une hausse des demandeurs d'asile de ces pays depuis quelques jours* ». Donald Trump a par ailleurs menacé de « *fermer la frontière avec le Mexique si [ce dernier] n'empêche pas les caravanes de migrants d'atteindre les États-Unis* ».

## Mexique

- **Médiapart**, 24.03.2019, [Une centaine de migrants d'Amérique centrale arrêtés dans le nord du Mexique](#)

107 personnes migrantes originaires d'Amérique centrale qui cherchaient à entrer aux États-Unis par la ville de Reynosa ont été arrêtées par les autorités mexicaines. Ces arrestations interviennent dans un contexte de tensions avec le président américain sur le sujet de l'immigration, et alors que le gouvernement mexicain s'est engagé à « *endiguer le flux de migrants venus d'Amérique centrale* ».

- **The Guardian**, 26.03.2019, [New migrant caravan receives cooler welcome in Mexico](#) [EN]

Une nouvelle « *caravane des migrant.e.s* » d'environ 2 500 personnes originaires principalement du Nicaragua, de Cuba, du Salvador, du Honduras et du Guatemala a été accueillie à Mexico. La ville a annoncé dans un communiqué avoir offert de l'eau et une assistance médicale à la plupart d'entre eux.

## Europe

### Union européenne

- **Reuters**, 26.03.2019, [EU to end ship patrols in scaled down migrant rescue operation](#) \* [EN]
- **The Irish Times**, 27.03.2019, [EU ends migrant rescue mission in Mediterranean](#) [EN]
- **Médiapart**, 28.03.2019, [En Méditerranée, l'UE retire ses navires militaires qui ont sauvé 45000 migrants](#) \*

Sous la pression de Matteo Salvini, les représentants des États membres européens ont décidé de retirer leurs navires militaires engagés en Méditerranée dans le cadre de l'opération Sophia (Eunavformed). Seuls les moyens aériens au service de cette opération, principalement maritime, seront maintenus. Cette opération, dont l'objectif initial est le démantèlement des réseaux de passeurs et d'assurer le respect de l'embargo sur les armes et le pétrole libyens, aurait permis de sauver 44 916 exilé.e.s depuis sa mise en œuvre en 2015.

⇒ *Ces sauvetages ne relevaient pas du mandat des navires de l'opération « Sophia », ils ont été réalisés en réponse à leur obligation de porter assistance en mer en matière de droit de la mer. Quid des véritables opérations de secours ?*

### Bosnie

- **Le Courrier des Balkans**, 19.03.2019, [Migrants et réfugiés : la Bosnie-Herzégovine s'attend à des arrivées massives](#) \*

L'État-major opérationnel pour les questions de migrations en Bosnie-Herzégovine « *estime que la fermeture des 600 kilomètres de frontière est indispensable* » pour « *empêcher l'entrée [...] de 25 000 migrant.e.s* » selon « *certaines estimations* ». Des policiers de la Republika Srpska et des garde-frontières hongrois pourraient venir renforcer les effectifs bosniens « *sous réserve d'acceptation de la Présidence et du Conseil des ministres de Bosnie-Herzégovine* ».

## Hongrie

- **Le courrier d'Europe centrale**, 21.03.2019, [La CEDH ordonne à la Hongrie de nourrir tous les migrants en détention](#)

La Cour européenne des droits de l'Homme a ordonné au gouvernement hongrois de nourrir les personnes migrantes retenues dans les zones de transit. La législation hongroise ne prévoit pas d'obligation alimentaire concernant les adultes déboutés de leur demande d'asile.

- **The Guardian**, 21.03.2019, [Home Office has utterly failed in immigration detention, MPs find](#) [EN]

D'après un rapport rendu par une commission d'enquête parlementaire, le ministère de l'Intérieur au Royaume-Uni est responsable des très mauvaises conditions de détention des personnes migrantes. Le rapport constate l'absence de garanties judiciaires et de limitation de durée de la détention. Plusieurs migrant.e.s sont décédé.e.s du fait de l'échec du *ministère* à assurer des conditions de vies décentes et la protection des personnes dites vulnérables.

## Espagne

- **France culture**, 20.03.2019, [Troc de bébés et ventre des femmes : le parti populaire espagnol dans les pas de Franco](#)

Le projet de loi du parti Populaire visant à retarder l'expulsion de migrantes enceintes jusqu'à leur accouchement en échange de l'adoption de leur bébé « *puise distinctement dans l'histoire de la droite espagnole, et plus précisément celle du franquisme* ». En Espagne, à partir de 1940, des milliers de nouveau-nés ont été confisqués et déclaré morts par le personnel médical à leurs parents juste après l'accouchement. Ce rapt était organisé dans un objectif de privation des militants républicains de leur descendance, dans une pratique de « *tri, de contrôle de la population, et finalement des naissances* ».

## France

- **Libération**, 19.03.2019, [Visio-audience à la Cour nationale du droit d'asile « C'est la négation même de la Justice »](#)

Les avocats du barreau parisien suspendent leur activité à la Cour nationale du droit d'asile (CNDA) pour protester contre le recours à la visio-audience - généralisée par la loi « *asile et immigration* » de 2018 - pour les demandeurs d'asile, signe d'une « *déshumanisation de la justice, qui en a pourtant besoin* » d'après le vice bâtonnier du barreau de Paris. Les avocat.e.s voient dans ce système « *une atteinte aux droits de la défense* ».

- **Courrier international**, 21.03.2019, [Vu d'Espagne. Migrants : la justice européenne rappelle la France à l'ordre](#)
- **El Pais**, 21.03.2019, [Francia no podra devolver migrantes a Espana usando medidas antiterroristas](#) [ES]

La Cour de Justice de l'UE a condamné la France pour avoir procédé à des « *expulsions à chaud* » lors de contrôles de sécurité aux frontières ». D'après le journal El Pais, « *[l]a France renvoie en Espagne des centaines d'immigré.e.s en situation irrégulière chaque mois, la plupart*

*d'entre eux.elles sans cadre juridique* ». SOS Racisme dénonce des contrôles au faciès effectués par la gendarmerie française aux frontières internes.

- **Le Monde**, 22.03.2019, [Le Conseil constitutionnel valide les tests osseux pour les jeunes migrants](#)

Le Conseil constitutionnel a jugé le recours aux tests osseux pour estimer l'âge de jeunes migrant.e.s conforme à la Constitution. Le Conseil constitutionnel s'est contenté de « *mettre en garde les magistrats contre un usage abusif et une confiance excessive dans cet examen* ».

- **Le Monde**, 27.03.2018, [Lieux de privation de liberté : un rapport dénonce la culture de l'enfermement](#)
- **Libération**, 27.03.2019, [En prison ou en rétention, les mineurs ne sont pas toujours bien traités](#)

La Contrôleuse générale des lieux de privation de liberté dénonce dans son rapport annuel l'enfermement croissant dans les prisons, les centres de rétention administrative ou les hôpitaux psychiatriques. Concernant l'enfermement des personnes migrantes, elle rappelle que le placement d'étranger.ères en centre de rétention administrative ne peut intervenir qu'en dernier recours. Elle note que « *le nombre de mesures d'enfermement est en augmentation et atteint des chiffres qui n'ont jamais connu de précédent* ». Elle s'inquiète également de « *la hausse continue du nombre de mineurs enfermés avec leurs parents en centre de rétention* ».

## Grèce

- **Amnesty international**, 18.03.2019, [Grèce. Un message aux dirigeants européens projeté sur l'Acropole à l'occasion de l'anniversaire de l'accord UE-Turquie](#)

Amnesty international a mené une action visant à attirer l'attention « *sur la souffrance des réfugiés pris au piège sur les îles grecques du fait de l'accord entre l'Union européenne et la Turquie* ».

## Italie

- **Reuters**, 19.03.2019, [Italian police escort migrant boat open trafficking probe](#) [EN]
- **The Guardian**, 19.03.2019, [Italian charity ship defies Rome to rescue 50 off Libyan coast](#) [EN]
- **Avenire**, 21.03.2019, [Sequestrata la Mare Jonio. Pm : atto dovuto Indagato il comandante : "Ma rigarei tutto"](#) [IT]\*
- **La Croix**, 21.03.2019, [Le navire humanitaire « Mare Jonio » mis sous séquestre en Italie](#) \*

Après avoir secouru 49 personnes migrantes en Méditerranée, le navire d'aide humanitaire italien *Mare Jonio* a été escorté par la police jusqu'au port de Lampedusa. Le parquet a ordonné la saisie du navire pour « *aide et complicité de trafic d'êtres humains* ». Matteo Salvini avait twitté quelques jours auparavant que l'Italie ne laisserait pas débarquer les migrant.e.s secouru.e.s par les ONG.

- **Repubblica**, 23.03.2019, [Lampedusa, si teme che i migranti della Mare Jonio siano detenuti arbitrariamente nell'hostpot dell'isola](#) [IT]\*

Les 50 personnes sauvées en mer Ionienne par le *Mare Jonio* (placé sous séquestre, voir les articles précédents) ont été emmenées à Lampedusa, et seraient « détenues arbitrairement » à l'intérieur d'un « centre de premier secours et d'accueil ». Dans le cadre du projet *In Limine – Hotspot* (projet de l'ASGI qui traite de « l'approche hotspot », des politiques de gestion des frontières et de l'accès aux procédures d'asile en Italie), une demande d'information sur la situation de ces personnes a été adressée à la préfecture de police à Agrigente, notamment quant à l'accès à une protection internationale et leur potentielle privation de liberté.

- **Mediapart**, 20.03.2019, [Migrants : Le Sénat italien refuse de lever l'immunité de Matteo Salvini](#)

Le Sénat italien a rejeté la demande de levée de l'immunité parlementaire du vice président du Conseil, Matteo Salvini, dans l'affaire du navire *Diciotti*. Pour rappel, 150 personnes migrantes avaient été bloquées plusieurs jours, en août 2018, à bord du navire dans le port sicilien de Catane. Le « tribunal des ministres » de Palerme avait par la suite recommandé la poursuite de Matteo Salvini pour « séquestration de personnes, arrestations illégales et abus de pouvoir ».

- **RTBF**, 21.03.2019, [Prise d'otage en Italie : le chauffeur voulait attirer l'attention sur les conditions des migrants](#) \*

Un chauffeur de bus italien a mené une prise d'otages de collégiens pour « attirer l'attention sur les conséquences des politiques migratoires ». Des sources ministérielles invoquent la possibilité de lui retirer la citoyenneté italienne sur le fondement du décret-loi sur la sécurité et l'immigration adopté à l'autonome 2018.

## Malte

- **Reuters**, 27.03.2019, [Rescued migrants hijack merchant ship off Libya](#) \* [EN]
- **RFI**, 28.03.2019, [Malte : un pétrolier annoncé détournée par des migrants est arrivé à La Valette](#) \*
- **Médiapart**, 28.03.2019, [Malte reprend le contrôle d'un navire détournée par des migrants](#)

Des personnes migrantes ont détourné un bateau de marchandises qui les ramenait en Libye. Certaines d'entre elles auraient détourné le bateau pour le diriger vers Malte. La marine maltaise a finalement pris le contrôle du bateau puis l'a escorté jusqu'au port de la Valette. A l'arrivée, la police a arrêté quatre migrants et a acheminé les autres personnes dans la zone portuaire.

## Turquie

- **Mediapart**, 26.03.2019, [Naufrage de migrants au large de la Turquie](#)

Suite au naufrage d'un canot pneumatique au large d'Avyacik (côte nord-ouest de la Turquie), la garde-côtière turque annonce le décès en mer Egée de quatre personnes migrantes par noyade, dont un nourrisson. Onze autres personnes ont pu être secourues.